

<http://lipietz.net/Climat-et-drame-humain>

Université de rentrée du WWF-France "Quel accord à Copenhague pour faire face à l'ultimatum climatique ?"

Climat et drame humain

- Vie publique - Articles et débats -



Date de mise en ligne : mardi 20 octobre 2009

Date de parution : 20 octobre 2009

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

Bonjour à toutes et à tous,

Ce matin, si j'ai bien compris, vous avez étudié l'effet de serre comme phénomène global. Maintenant, on va discuter ses conséquences sur le genre humain, c'est-à-dire : qui sont vraiment les victimes de l'effet de serre, comment elles se répartissent, à la fois géographiquement et socialement.

C'est extrêmement important, parce qu'on ne fait de l'écologie politique que si l'on prend cela en considération. Évidemment, si l'effet de serre n'avait pas d'effet en retour sur l'humanité, on pourrait en discuter en tant qu'écologues, mais ça ne serait pas l'objet d'une négociation globale. Malgré cela, 95 % des articles que vous pouvez lire et des recherches qui se font sur l'effet de serre ne sont pas des recherches d'écologie, ce sont des recherches de géophysique. On reconnaît certes qu'il y a un fait humain au départ : les humains envoient du gaz carbonique ou d'autres gaz à effet de serre dans l'atmosphère ; et puis il y a toute une série de choses qui se passent dans l'océan, sous les glaciers, etc... Et jusque là, on ne fait pas véritablement d'écologie, si l'on ne regarde pas ce que ça donne pour les humains.

Alors, qu'est-ce que ça donne pour les humains ?



D'abord et avant tout, quelque chose de prodigieusement différencié selon ce que l'on appelait autrefois (je vais y revenir) l'opposition Nord/Sud.

À la conférence de Rio de Janeiro, lors des *Prep Com* (comités préparatoires) à New York, préparant la Convention sur le climat, c'était bien le clivage fondamental. Il était à l'époque assez simple. Quand on disait « Nord/Sud », cela voulait dire quoi ? C'était un Sud sociologique : les Pays sous-développés, lesquels se divisent aujourd'hui en pays les moins avancés, les pays intermédiaires et pays émergents. On faisait déjà cette distinction à l'époque, en réservant le cas particulier de la Chine et de l'Inde, eux-mêmes tellement immenses qu'ils réunissent ces contrastes.

Ses pays étaient, par définition sociologique, à la fois les moindre responsables de la production anthropique des gaz à effet de serre, et les principales victimes potentielles de la dérive climatique.

Pourquoi ? Parce que, par définition sociologique, les pays qu'on dit « du Sud » sont ceux où la révolution industrielle n'a pas eu lieu, ou dans de faibles proportions, l'agriculture y reste dominante, par conséquent beaucoup de gens y dépendent de l'agriculture. Or toute modification climatique peut avoir des effets absolument désastreux sur l'agriculture et sur le niveau de vie, jusqu'à l'impossibilité pour l'humanité de se reproduire dans ces pays-là.

La définition fondamentale du développement soutenable qu'on trouve déjà dans le rapport Brundlandt avait bien sûr ces pays en tête : « Le développement soutenable est un modèle de développement qui assure les besoins de la génération présente, en commençant ceux des plus démunis, sans compromettre la capacité des générations suivantes à satisfaire les leurs. »

Aujourd'hui, « les générations suivantes », on est dedans ! On parle de moins en moins de l'effet de serre comme menace sur les générations suivantes : ce sont les générations actuellement vivantes qui d'ores et déjà sont victimes de l'effet de serre, et parmi celles-ci, les plus démunis. Les plus démunis, pour des raisons sociologiques, sont dans les pays du Sud, les pays les moins « développés », je veux dire industriellement et selon le modèle classique.

Deuxième couche de malheurs qui vient s'y ajouter : par ailleurs, il y a, en effet, une composante « géographique » dans la définition du « Sud ». Ces pays les plus démunis le sont pour des raisons de sociologie et de géopolitique : colonialisme, post-colonialisme, erreurs dans la transition au socialisme, tout ce que l'on veut... Mais ces pays là se trouvent aussi, pour la plupart, dans la zone dite inter-tropicale et donc, comme l'effet de serre provoque une turbulence plus forte de l'atmosphère, quelle que soit l'absence de finesse des modèles météorologiques prédictifs, on sait déjà que, de toutes façons, en vertu des lois de la thermodynamique, on va avoir une augmentation des tempêtes, on va avoir un dérèglement des moussons, on va avoir une alternance plus rapide des fortes sécheresses et fortes inondations dans ces pays du « Sud » à la fois géographique et sociologique. Non seulement le climat change en général (donc les pays dépendant de l'agriculture sont particulièrement frappés), mais c'est là qu'il y aura le plus de tempêtes, d'évènements météorologiques extrêmes.

" Heureusement ", les évènements météorologiques extrêmes touchent aussi les pays de la zone tempérée, ceux que l'on appelle les pays du Nord, à la fois social et géographique. Je dis « heureusement », car s'il n'y avait que le Sud, le moins développé, qui soit victime du dérèglement climatique, évidemment le Nord n'aurait aucun intérêt à entrer dans le débat. Le Nord continuerait à émettre ses gaz en se disant « C'est bien dommage pour ceux du Sud, mais après tout ils n'avaient pas à être si nombreux... » Discours qu'on tenait déjà à la conférence de Rio.

Quand je dis « Heureusement ça touche ceux du Nord ! », vous vous souvenez (ceux d'entre vous qui avez suivi les débats sur le long terme depuis 1992) que pratiquement rien n'a été fait de 1992 à 1995, contrairement aux engagements de Rio et à la signature de la Convention contre le changement climatique. Mais à partir de 1995 et de la Conférence des parties de Berlin, là, on a bien dû méditer les très grosses tempêtes qui avaient traversé l'Angleterre. Les assureurs commençaient à dire : « Il y a un vrai problème, ces tempêtes ont fait plus de dégâts à€" en coût pour les assureurs à€" que le tremblement de terre de Kyoto [qui eut lieu peu de temps avant]. Et donc vraiment si les gouvernements ne font rien, c'est toute la branche de l'assurance qui est menacée. »

Ça c'est précisé après, avec d'autres tempêtes, comme celles qui ont touché la France en 1999, ou, un peu plus tard, la grande vague de chaleur qui a tué près de 15 000 personnes, et provoqué d'immenses incendies. Ces évènements météorologiques extrêmes frappent, « par chance », un peu plus également le Nord et le Sud. Quand on regarde la réalité des chiffres, évidemment, les grandes inondations du Limpopo au Mozambique ou les grands cyclones qui ont frappé les pays du sud des Caraïbes ont fait infiniment plus de victimes qu'elles n'en ont fait au Nord. Mais, pour le Nord, ces grands accidents climatiques faisant des milliers de morts, c'est une nouveauté, un choc absolument terrible.

Katrina, par exemple, avec la destruction de la Nouvelle-Orléans, par une ruse de l'histoire atroce, a joué un rôle assez positif dans le changement de position des Etats-Unis face à l'urgence de prendre des mesures contre le réchauffement climatique.

Troisième couche : en matière de drames humains, quand on rentre plus dans le détail, on s'aperçoit que jamais l'effet de serre n'intervient tout seul.

L'effet de serre, actuellement, aggrave des drames écologiques qui étaient latents mais que la montée de la pression climatique vient exacerber. On peut multiplier les exemples. Si vous regardez ce qu'on appelle maintenant les « réfugiés du climat », c'est-à-dire ceux qui fuient leur coin de terre devenu littéralement invivable, le changement climatique qu'ils fuient est toujours combiné avec un autre facteur de dégradation, qui lui-même peut être le produit du sous-développement (ou du « développement du sous-développement », comme on dit.)

Là encore, ça arrive au Nord comme au Sud. Tout le monde a été frappé, lors de la canicule de 2003, que c'est plutôt le Nord de la France et donc ceux qui ne partaient pas en vacances qui ont « trinqué », alors que la température augmentait encore plus à Marseille ou à Nice... Mais le fait que la France soit divisée en une zone climatique modérée et une zone climatique méditerranéenne, et que la zone méditerranéenne était historiquement bâtie pour résister aux canicules, ce qui n'était pas le cas de la zone tempérée (la région parisienne), a aggravé le problème pour ceux qui n'avaient pas les moyens de s'offrir des maisons fraîches ou de partir en vacances.

Mais dans le cas du Sud, c'est encore plus grave. Car là, il y a des communautés entières extrêmement pauvres avec un taux de dépendance par rapport aux ressources naturelles extrêmement fort. Donc vous avez des processus de dégradation de l'environnement qui ne sont pas uniquement liés au fait que « en général » la température se réchauffe sur la planète. Typiquement : les processus de déforestation. La déforestation, en tant que phénomène géophysique, provoque une augmentation de l'[albédo](#), c'est à dire la réflectivité du sol, et donc une augmentation de la température de l'atmosphère locale. Elle peut avoir des effets globaux positifs dans l'Arctique, car c'est autant de lumière qui part vers l'espace. Mais dans le cas du Sahel c'est très grave, parce que ça provoque des phénomènes tels que la non-rétention des nuages. La disparition du [Lac Tchad](#), avec tous les effets absolument dramatiques que ça provoque dans la zone sahélienne, est dûe au réchauffement climatique « en général » mais aussi à la disparition de la mousson africaine, qui est probablement liée à la déforestation qui a eu lieu plus au sud, dans la forêt atlantique. Vous avez ainsi toute une série de processus qui s'aggravent avec le changement climatique et l'aggravent.

Globalement, tout de même, ce qui est le plus à craindre et le plus général, c'est le déplacement des zones agricoles et la hausse du niveau de la mer, les deux phénomènes les plus typiquement liés au réchauffement planétaire. C'est assez « intéressant » parce que ce réchauffement et cette montée des eaux frappent assez curieusement des zones où le développement industriel capitaliste, productiviste et libéral s'est déclenché dans les vingt dernières années : notamment les grands deltas de l'Asie.

Nouvelle « ruse de la Raison » ou de l'Histoire : les pays émergents comme la Chine et l'Inde ont souvent leurs pôles de croissance près des côtes, et sont donc particulièrement exposés à une aggravation des effets des tempêtes, par l'augmentation du niveau de l'eau et l'augmentation de la turbulence atmosphérique. On commence à voir ça de façon extrêmement précise, et cela va solidariser avec le reste de l'Humanité des pays dont les dirigeants pensaient qu'ils pouvaient échapper à leurs responsabilités face à l'effet de serre, la Chine, l'Inde ou la Malaisie. La Malaisie, pendant longtemps, a cru pouvoir se développer industriellement sans se soucier d'environnement ni de droit de l'Homme. C'était le discours de Mahathir, son président-dictateur et de ses ambassadeurs à la conférence de Rio : pendant 150 ans les pays du Nord n'avaient-ils pas eu le droit de brûler tout leur charbon, abattre toutes leurs forêts, de tuer leurs peuples indigènes ? Eh bien nous, pendant 150 ans nous avons le droit de faire la même chose, et quand nous serons développés comme vous, nous ferons quelque chose.

Evidemment c'était un raisonnement atroce auquel il faut répondre, mais qui a sa part de validité. C'est la fameuse question de la « dette écologique ». Quand on dit brusquement « Maintenant, on commence à faire attention ! », quand ce discours émane des peuples qui sont victimes de l'effet de serre c'est très bien. Quand il émane de pays qui sont responsables du stock de gaz à effet de serre DEJA accumulé dans l'atmosphère, et qui, ayant atteint un niveau de développement où le secteur tertiaire, l'électronique, les branches moins productives de gaz à effet de serre, moins consommatrices d'énergie, prédominent désormais, quand ça vient de ceux-là, c'est perçu par les classes dirigeantes du Sud comme une atteinte à leur « droit au développement ».

La quatrième couche de malheurs en formation, c'est effectivement la polarisation à l'intérieur du Sud. Le phénomène de « décollage » de nouveaux pays émergents gigantesques, typiquement la Chine, l'Inde et le Brésil (et d'une certaine façon la Russie) est en train de provoquer des crises écologiques sur leurs propres territoires et sur la planète.

A la conférence de Rio en 1992, c'était une plaisanterie de dire « Quelle serait la plus grosse catastrophe écologique ? que les Chinois s'achètent des mobylettes ». Maintenant les classes moyennes chinoises ne roulent pas en mobylettes mais en voiture. Même chose pour l'Inde. 10 % des Chinois et 10 % des Indiens (cela fait à chaque fois 120 millions d'habitants), brutalement, en une quinzaine d'année, sont devenus des consommateurs automobiles de niveau européen. En 15 ans une Europe de plus, avec son empreinte écologique, est apparue sur la planète. Imaginez le résultat ! Il est évident qu'on ne peut pas dire qu'ils n'ont « pas le droit », puisque nous-même nous vivons comme ça...

Et ce qui est vrai pour le carburant des voitures l'est aussi pour l'alimentation. Non seulement ils vont en voiture, mais pire que tout ils mangent de la viande ! Or, pour produire une protéine animale, il faut 10 à 15 fois autant de surface que pour une protéine végétale. Quand vous passez du menu chinois ou indien au menu européen, vous pouvez multiplier par 5 l'espace agricole dont vous avez besoin.

Or vous voyez se développer au même moment un autre usage de l'espace agricole, qui est la façon même dont on prétend lutter contre l'effet de serre, j'ai nommé les agro-carburants.

Si vous faites la somme de plusieurs des points que je viens d'évoquer : réchauffement climatique, turbulence de l'atmosphère, croissance du mode de consommation européen et en particulier de viande et d'énergie fossile d'une partie du Sud, gaspillage des terres via les agro-carburants, vous avez un phénomène massif qui revient " à la mode " : la faim dans le monde. Pour la première fois, dans un rapport de la FAO, la fraction de l'humanité en état de disette a dépassé 1/6ème de la population mondiale. C'est énorme en valeur absolue - plus d'un milliard- c'est énorme en pourcentage. On n'avait jamais vu ça.

Voilà donc, à grands traits, la situation, et vous voyez qu'elle diffracte fortement la négociation de Copenhague. Vous aviez, à Rio, 4 positions :

- ▶ Celle des responsables du Nord qui ne voulaient rien faire : les Etats-Unis.
- ▶ Celle des responsables du Nord qui voulaient faire quelque chose, qui commençaient à être touchés, ou en contact direct avec des pays du Sud fortement touchés : l'Europe menacée d'immigration venue de l'autre côté de la Méditerranée ou de Russie.
- ▶ Les pays du Sud qui voulaient absolument faire quelque chose : ceux qui étaient affrontés à la montée des eaux et ceux qui étaient affrontés au déplacement de leurs zones agricoles.
- ▶ Le Sud qui ne voulait rien faire, c'est-à-dire les pays émergents : en 1992, la Malaisie, et la Chine et l'Inde se camouflaient derrière la Malaisie.

Aujourd'hui, la situation est en train de se modifier. Les pays qui ne voulaient rien faire sont sommés, par l'apparition d'effets, chez eux, du changement climatique, de faire quelque chose. La Malaisie a été menacée pendant des années par d'immenses incendies ravageant son territoire et l'Indonésie, la montée des eaux menacent le [Delta de la Rivière des Perles](#), les Etats-Unis ont eu Katrina... C'est probablement le principal facteur d'espoir dans la

conférence de Copenhague, et ce qui suivra la conférence de Copenhague (car je doute fort que l'accord soit conclu à Copenhague.)

Mais vous avez, en même temps, la poursuite de ce discours tout à fait valable, et qu'il faut prendre en compte : « Tout le monde ne démarre pas sur la même ligne face à l'urgence climatique. Des pays sont déjà largement industrialisés, d'autres sont en plein décollage industriel. » Ces pays en décollage industriel, comme ceux qui n'ont pas encore « décollé » mais auxquels on demande déjà de prendre telle ou telle mesure pour freiner le changement climatique, sont en droit de dire aux pays du Nord : « Vous êtes partis avant nous, vous avez accumulé un capital énorme, vous nous devez une dette écologique face au changement climatique ».

Si l'on ajoute l'infinie capacité des hommes et des capitalistes en particulier à nier les périls menaçants, les difficultés que nous allons rencontrer ne sont pas minces...